

**BULLETIN TRIMESTRIEL
DE CONJONCTURE**
Suivi de la conjoncture monétaire
et financière

POLYNESIE FRANCAISE

N° 117 – 1er Trimestre 2004 / Mars 2004

Sommaire

	Page
Synthèse	3
1. L'évolution monétaire et financière	
1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière	4
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	4
1.1.2 Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte	5
1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	7
1.1.4 Actifs financiers par agent économique	8
1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière	9
1.2.1 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission	9
1.2.2 Concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission	12
1.3 La masse monétaire et ses contreparties	14
1.3.1 Les composantes de la masse monétaire	14
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	15
1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux	16
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	16
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	18
2. Rappels des taux	
2.1 Taux administrés	20
2.1.1 Taux d'intérêt légal	20
2.1.2 Taux d'intervention de l'IEOM	20
2.2 Taux du marché	20
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	20
2.2.2 Taux de base bancaire	21
2.3 Taux de l'usure	21
2.3.1 Crédits aux particuliers	21
2.3.2 Crédits aux entreprises	21
2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit	22
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	22
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	23
3. Autres activités de l'IEOM	
3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire	25
3.2 Les systèmes d'échanges	26
3.3 Le refinancement	26

Remarque liminaire

L'examen de la situation financière est centré sur l'analyse de l'ensemble des dépôts et des crédits enregistrés par les établissements de crédit, le Trésor Public et l'OPT pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents économiques et clientèle diverse).

Synthèse

L'épargne en Polynésie française s'est accrue en 2003, sur un rythme de croissance supérieur à celui de 2002 (+9,1 % contre +8 %). Le montant total des actifs financiers collectés auprès de la clientèle non financière s'est ainsi élevé, au 31 décembre 2003, à 373,7 milliards de F CFP.

Tous les compartiments de l'épargne se sont inscrits en hausse, avec des rythmes de croissance globalement supérieurs à ceux de 2002, excepté pour les placements liquides ou à court terme. Ainsi, l'épargne à long terme a connu une progression sensible (+28,2 % en 2003 contre +9,1 % en 2002) de même que les dépôts à vue (+12,3 % contre +4,2 %). Quant aux placements liquides, leur encours n'a augmenté que de 2,4 % (9,9 % en 2002) suite à la baisse des conditions de rémunération sur les produits réglementés.

Parmi les agents économiques, les particuliers ont enregistré une croissance de leur épargne supérieure à celle de 2002 (+9,8 % contre +4,8 %) pour un montant cumulé de 229,2 milliards de F CFP, de même que les sociétés non financières (+22,3 % contre +18,3 % un an plus tôt). Quant aux entrepreneurs individuels, leur encours a crû de 10,3 % en 2003 (+2,4 milliards de F CFP), alors qu'il avait baissé de 2,4 % l'année précédente.

L'ensemble des concours financiers octroyés par le système bancaire local et les établissements de crédit hors zone d'émission a représenté 406,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2003, en hausse de 9,8 % en glissement annuel (+9,4 % en 2002).

Les particuliers ont été les premiers débiteurs des établissements de crédit avec 44,1 % du total des concours octroyés (179,3 milliards de F CFP à fin décembre 2003, +11,3 % sur l'année). Leur dette est composée à 56 % de crédits à l'habitat (+ 9,1 % sur l'année) et à 36,7 % de crédits de trésorerie (+14 %). La demande globale s'est orientée favorablement en 2003 tirée par une consommation des ménages positive comme en témoignent les augmentations de 2,4 % des biens de consommation importés et de 11 % du nombre d'immatriculations de véhicules neufs.

L'encours des crédits aux entreprises (sociétés non financières + entrepreneurs individuels) s'est inscrit en augmentation de 8,7 % sur l'année pour atteindre 151 milliards de F CFP à fin décembre 2003 (+7,5 % en 2002).

Par ailleurs, la demande de crédit émanant des administrations publiques locales, particulièrement dynamiques ces dernières années à la faveur de crédits d'équipement proposés principalement par des établissements de crédit installés hors du territoire, s'est affichée en croissance de 8,2 % en 2003 après +7 % en 2002.

La qualité du portefeuille des établissements de crédit s'est dégradée en 2003. Ainsi, au 31 décembre 2003, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que l'encours des créances douteuses nettes sont respectivement ressortis, en glissement annuel, en hausse de 4,1 % et de 21 %. Pour la clientèle de particuliers, les découverts bancaires ont augmenté de 16,2 % et sont restés stables pour les sociétés non financières au cours des douze derniers mois. Les créances douteuses nettes se sont pour leur part inscrites en hausse de 31,4 % pour les premiers et de 12,7 % pour les seconds.

Enfin, s'agissant du paysage bancaire polynésien, il convient de signaler le démarrage effectif en octobre 2003 des activités d'une nouvelle société financière, General Electric Financement Polynésie SAS, qui a obtenu l'agrément du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI), et qui peut ainsi octroyer aux entreprises, ainsi qu'aux particuliers situés en Polynésie française « toutes formes de financements mobiliers y compris par voie de crédit-bail ».

1. L'évolution monétaire et financière

1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

1.1.1 Ensemble des actifs financiers

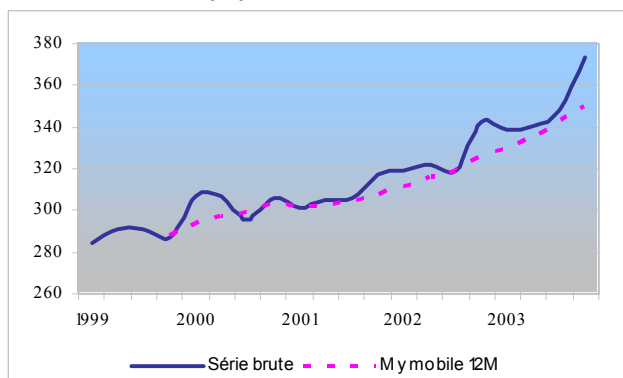
Commentaires :

L'épargne en Polynésie française a connu une phase d'accélération au cours de 2003, le taux de croissance annuel de l'ensemble des placements au 31 décembre a atteint 9,1 % (8 % en 2002). L'augmentation constatée en 2003 équivaut à un supplément d'encours de 31,3 milliards de F CFP sur un an, contre une moyenne de 17,4 milliards de F CFP observée au cours des cinq dernières années.

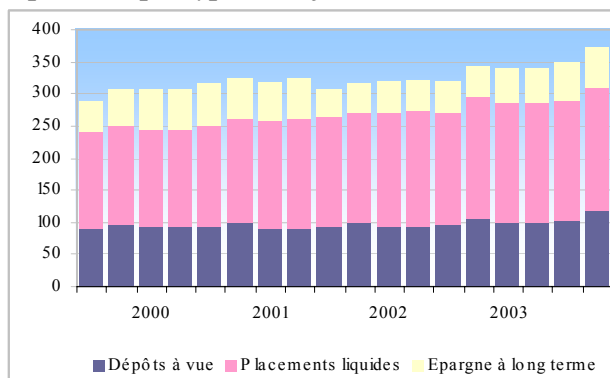
L'ensemble des compartiments s'est inscrit en hausse en glissement annuel, avec toutefois une progression plus marquée pour l'épargne à long terme, dont la part dans le total des actifs ne cesse de croître (16,8 % fin 2003 contre 14,3 % un an plus tôt). De même, le poids des dépôts à vue a augmenté de 0,9 point sur un an (31,5 % contre 30,6 %), à l'inverse la part des placements liquides s'est réduite de 3,4 points suite à la baisse des conditions de rémunération sur les produits réglementés.

	Montants en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	déc-02	juin-03	déc-03
Actifs financiers.....	342 453	338 392	340 509	347 784	373 709	8,0%	5,7%	9,1%
Dépôts à vue.....	104 888	100 584	99 696	101 784	117 790	4,2%	7,3%	12,3%
Placements liquides.....	188 508	186 153	186 236	188 004	193 008	9,9%	2,4%	2,4%
Comptes sur livret.....	58 947	63 135	69 974	75 101	78 568	8,1%	30,4%	33,3%
Cptes d'épargne-logement.	148	175	188	203	215	-	126,5%	45,3%
Dépôts à terme.....	89 793	87 071	80 550	76 343	76 786	-0,8%	-12,7%	-14,5%
OPCVM monétaires.....	13 837	14 051	14 345	15 002	15 455	124,3%	39,3%	11,7%
Divers.....	25 783	21 721	21 179	21 355	21 984	27,6%	-16,9%	-14,7%
Epargne à long terme.....	49 057	51 655	54 577	57 997	62 912	9,1%	15,4%	28,2%
Actions - obligations.....	5 587	5 505	5 878	5 889	5 821	-12,1%	1,9%	4,2%
OPCVM non monétaires..	18 874	19 442	19 651	20 749	21 857	-14,6%	-2,5%	15,8%
Plans d'épargne logement	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297	-	95,5%	53,0%
Assurance-vie	19 826	21 122	22 861	24 614	27 936	20,1%	25,6%	40,9%

Ensemble des actifs financiers (en milliards de F CFP)



Répartition par type d'actif (en milliards de F CFP)



1.1.2 Dépôts collectés par les EC locaux pour leur propre compte

Commentaires :

Au 31 décembre 2003, les dépôts collectés par les établissements de crédit locaux et institutions financières pour leur propre compte s'élevaient à 302,6 milliards de F CFP, en hausse de 6,4 % sur l'année (6,9 % en 2002). Avec près de 98 % du total des dépôts à vue et des placements liquides, les trois établissements de crédit sont donc demeurés les principaux organismes de collecte du territoire.

Les dépôts à vue

Sur un an, la hausse des dépôts à vue s'est inscrite en forte croissance par rapport à l'an dernier (+12,3 % fin décembre 2003 contre +4,2 % un an auparavant), notamment pour les sociétés non financières (+17,1 % sur l'année) en raison des mouvements de fonds dus à l'utilisation croissante par celles-ci des investissements en défiscalisation.

Les placements liquides ou à court terme

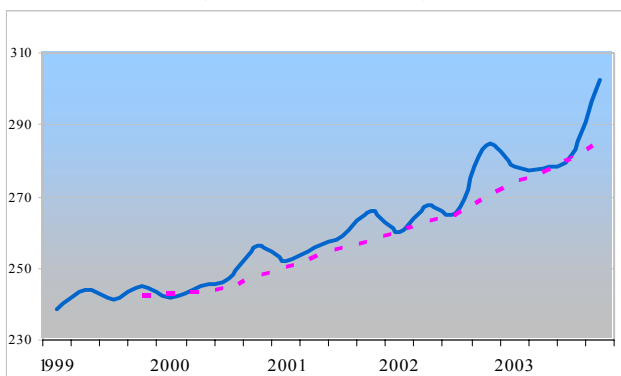
Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (comptes sur livret et comptes épargne logement) et les produits indexés sur les taux du marché monétaire (dépôts à terme, OPCVM monétaires, bons de caisse et certificats de dépôt).

Dans le détail, les comptes sur livrets ont augmenté sensiblement en 2003 (+33,3 %) de même que l'encours des comptes épargne logement (+45,4 %) qui demeure néanmoins marginal avec 215 millions de F CFP au 31 décembre 2003. Les dépôts à terme, bons de caisse et certificats de dépôt ont accusé des replis respectifs de 14,5, 4,5 et 27,1 % en liaison avec l'orientation à la baisse des taux d'intérêts à court terme.

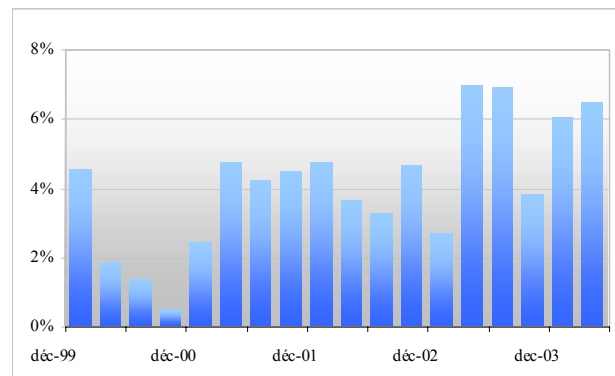
Les placements d'épargne à long terme

Depuis leur mise en place en Polynésie française en février 2002, les plans d'épargne logement ont connu un succès grandissant. A fin 2003, leur encours s'est élevé à 7,3 milliards de F CFP, en hausse de 53 % en rythme annuel.

Dépôts collectés par les EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel

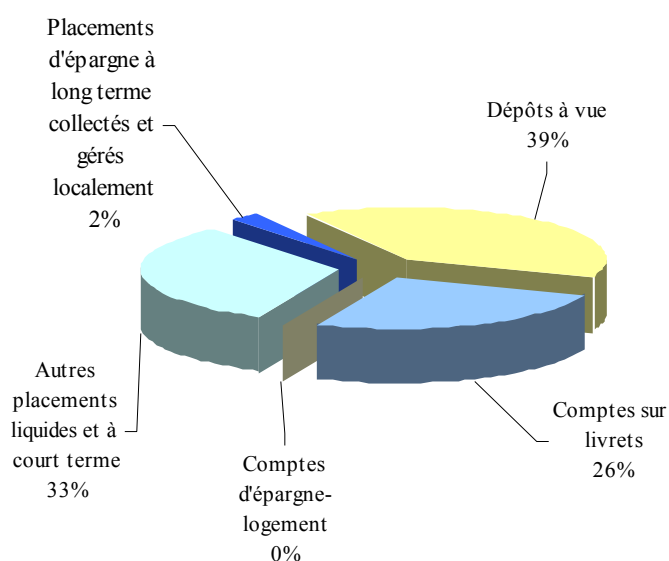


1. L'évolution monétaire et financière

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte (répartition par nature)

	Montants en millions de F CFP au					Variation en glissement annuel à fin		
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	déc-02	juin-03	déc-03
Dépôts à vue	104 888	100 584	99 696	101 784	117 790	4,2%	7,3%	12,3%
dont banques locales	99 426	95 093	94 040	95 771	111 710	5,6%	7,3%	12,4%
Comptes sur livrets	58 947	63 135	69 974	75 101	78 568	8,1%	30,4%	33,3%
Comptes d'épargne-logement	148	175	188	203	215		126,5%	45,4%
Autres placements liquides et à court terme	115 577	108 792	101 729	97 698	98 770	4,4%	-13,6%	-14,5%
Dépôts à terme	89 793	87 071	80 550	76 343	76 786	-0,8%	-12,7%	-14,5%
Bons de caisse	14 103	12 957	12 316	11 948	13 464	2,9%	-4,9%	-4,5%
Certificats de dépôts	11 680	8 765	8 864	9 408	8 520	79,5%	-29,3%	-27,1%
dont banques locales	115 577	108 792	101 729	97 698	98 770	4,4%	-13,6%	-14,5%
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	279 559	272 686	271 587	274 785	295 342	5,1%	3,8%	5,6%
dont banques locales	274 098	267 195	265 932	268 773	289 263	5,7%	3,6%	5,5%
Placements d'épargne à long terme collectés et gérés localement	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297		95,5%	53,0%
Plans d'épargne logement	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297		95,5%	53,0%
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	284 329	278 273	277 775	281 529	302 640	6,9%	4,6%	6,4%
dont banques locales	278 868	272 782	272 119	275 517	296 560	7,5%	3,7%	6,3%

Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2003



1.1.3 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

	Montants en millions de F CFP au					Variation en gliss. annuel à fin		
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	déc-02	juin-03	déc-03
Placements liquides et à court terme	13 837	14 051	14 345	15 002	15 455	124,3%	39,3%	11,7%
OPCVM monétaires	13 837	14 051	14 345	15 002	15 455	124,3%	39,3%	11,7%
dont collectés par banques locales	13 837	14 051	14 345	15 002	15 140	136,0%	39,3%	9,4%
Placements d'épargne à long terme	44 287	46 069	48 390	51 253	55 614	-1,5%	-1,5%	25,6%
Actions	1 904	1 768	2 120	2 237	2 407	-32,5%	-4,0%	26,4%
Obligations	3 683	3 737	3 758	3 652	3 414	4,1%	5,5%	-7,3%
OPCVM non monétaires	18 874	19 442	19 651	20 749	21 857	-14,6%	-2,5%	15,8%
Assurances-vie	19 826	21 122	22 862	24 614	27 936	20,1%	25,6%	40,9%
dont collectés par banques locales	44 287	46 069	48 390	51 253	55 614	-1,3%	9,7%	25,6%
TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE	58 124	60 120	62 735	66 255	71 069	13,7%	15,3%	22,3%

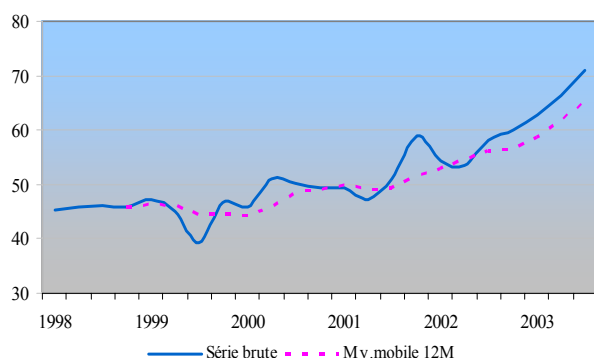
Commentaires :

L'épargne collectée localement par les établissements de crédit et gérée par des institutions extérieures a vu son encours passer à 71,1 milliards de F CFP à fin décembre 2003 contre 58,1 un an plus tôt, soit +22,3%.

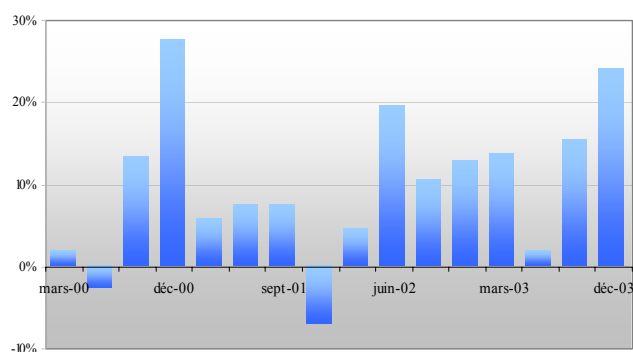
Il convient de rappeler que les statistiques présentées ci-dessus n'incluent pas l'épargne long terme collectée directement par les compagnies d'assurance. En glissement annuel, les placements à long terme bancaires ont enregistré une forte hausse de leur encours (+25,6%), tirés par les bonnes performances des marchés boursiers en 2003 et par l'attrait croissant des produits de l'assurance-vie. L'encours des actions s'est ainsi accru de 26,4%, celui de l'assurance-vie de 40,9% tandis que celui des obligations se dégradait sur l'année avec une chute de 7,3%.

Les placements à court terme, qui se résument aux OPCVM monétaires, ont, de leur côté, crû de 11,7% en glissement annuel (15,4 milliards de F CFP à fin 2003 contre 13,8 un an plus tôt), alors qu'ils avaient déjà plus que doublé en 2002 (4,9 milliards de F CFP au troisième trimestre 2001).

Epargne gérée par les EC HZE
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution monétaire et financière

1.1.4 Actifs financiers par agent économique

DÉPÔTS COLLECTÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE

Montant en millions de F CFP au	31/12/02		30/06/03		31/12/03		Var. en glissement annuel à fin		
		Parts		Parts		Parts	dec 02	juin-03	dec 03
Dépôts à vue	104 888		99 696		117 790		4,2%	7,3%	12,3%
Sociétés non financières	42 168	40%	35 246	35%	49 369	42%	4,3%	7,3%	17,1%
Entrepreneurs individuels	10 073	10%	10 775	11%	11 747	10%	- 4,4%	7,1%	16,6%
Particuliers	43 537	42%	45 219	45%	46 266	39%	6,5%	10,3%	6,3%
Autres agents résidents	8 016	8%	7 266	7%	9 373	8%	1,0%	- 6,4%	16,9%
Non résidents	1 095	1%	1 190	1%	1 036	1%	31,9%	- 5,0%	- 5,4%
Autres dépôts	167 761		169 215		176 330		5,7%	4,3%	5,1%
Sociétés non financières	21 247	13%	23 568	14%	27 992	16%	1,9%	6,9%	31,7%
Entrepreneurs individuels	12 945	8%	11 684	7%	11 866	7%	1,4%	12,4%	- 8,3%
Particuliers	126 869	76%	127 865	76%	130 828	74%	6,9%	4,3%	3,1%
Autres agents résidents	5 104	3%	4 536	3%	4 417	3%	14,1%	-16,8%	-13,5%
Non résidents	1 596	1%	1 561	1%	1 228	1%	-18,8%	- 9,5%	-23,1%
Total des dépôts locaux (hors CDD)	272 649		268 911		294 120		5,1%	5,4%	7,9%
Sociétés non financières	63 414	23%	58 814	22%	77 361	26%	3,5%	7,1%	22,0%
Entrepreneurs individuels	22 790	8%	22 155	8%	23 612	8%	- 2,2%	8,3%	3,6%
Particuliers	165 864	61%	167 201	62%	177 093	60%	3,9%	2,2%	6,8%
Autres agents résidents	13 120	5%	11 802	4%	13 790	5%	5,7%	-10,7%	5,1%
Non résidents	2 692	1%	2 751	1%	2 263	1%	- 3,7%	- 7,6%	-15,9%
Certificats de dépôts (CDD)	11 680		8 864		8 520		79,4%	-29,3%	-27,1%
TOTAL	284 329		277 775		302 640		6,9%	3,8%	6,4%

ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (hors zone d'émission)

Montant en millions de F CFP au	31/12/02		30/06/03		31/12/03		Var. en glissement annuel à fin		
		Parts		Parts		Parts	dec 02	juin 03	dec 03
Total	58 124		62 734		71 069		13,7%	15,3%	22,3%
Sociétés non financières	5 418	9%	5 949	9%	6 882	10%	159,1%	166,6%	27,0%
Entrepreneurs individuels	223	n.s.	229	n.s.	1 782	3%	-20,1%	- 9,5%	699,2%
Particuliers	42 787	74%	46 936	75%	52 112	73%	8,7%	13,8%	21,8%
Autres agents résidents	9 696	17%	9 620	15%	10 293	14%	3,4%	-10,2%	6,2%
Non résidents	-	n.s.	-	n.s.	0	n.s.	-	-	-

Commentaires :

En 2003, les particuliers sont demeurés les déposants les plus importants en termes d'encours, concentrant 60% du total des dépôts auprès des banques de la place et 73% de l'épargne locale gérée par des institutions situées hors zone d'émission. Avec un encours de 177,1 milliards de F CFP au 31 décembre 2003, les premiers se sont accrus de 6,8% en rythme annuel (165,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2003) et les seconds de 21,8% (52,1 milliards de F CFP contre 42,8).

Les sociétés non financières ont représenté 26% des dépôts auprès des établissements de crédit locaux, en progression de 22 % sur l'année (77,4 milliards de F CFP contre 63,4), et 10% de l'épargne collectée par les institutions extérieures, contre 9% l'année précédente (6,9 milliards de F CFP contre 5,4, soit +27 %).

Le reste des agents, entrepreneurs individuels, non résidents et collectivités publiques, à la même époque, ne comptaient que pour 14,1% du total des dépôts dans les établissements polynésiens et hors zone d'émission.

1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

1.2.1 Concours accordés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

Commentaires :

Au 31 décembre 2003, l'encours des concours de caractère bancaire accordé par les établissements locaux a atteint 322,7 milliards de F CFP, en hausse de 10,5 % en rythme annuel.

Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'habitat, qui constituent le principal poste des crédits à l'économie avec 30,7 % du total, ont connu une progression annuelle de 7,7 %, à 99,2 milliards de F CFP à fin décembre 2003. Néanmoins, les ménages polynésiens ont eu un recours moindre aux financements des banques locales en 2003. Ainsi, les prêts accordés par les établissements de crédit de la place se sont élevés à 11,5 milliards de F CFP sur l'année, contre 12,9 milliards de F CFP en 2002 (-11 %).

Second poste en termes de volume, les crédits de trésorerie ont progressé sensiblement en 2003 (+11,9 %), soutenus par l'utilisation massive des avantages liés aux dispositifs de défiscalisation pour les entreprises mais aussi par la vigueur de la consommation des ménages.

Représentant 16 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire, les crédits à l'équipement ont vu leur encours s'accroître de 10,7 % en 2003 pour s'établir à 51,5 milliards de F CFP au 31 décembre, contre 46,5 milliards à la même période en 2002, en partie grâce aux entreprises du BTP et de l'hôtellerie.

L'analyse des indicateurs de vulnérabilité des agents économiques montre une dégradation de leur situation financière. Ainsi les créances douteuses brutes ont vu leur encours croître de 9,2 % sur l'année (15,3 milliards au 31 décembre 2003) mais leur part du total des crédits consentis par les établissements de crédits locaux est restée stable pour ne représenter que 4,9 % de ces crédits. Les créances douteuses nettes se sont également orientées à la hausse (+21 % en glissement annuel, à 5 milliards de F CFP) en raison d'une augmentation moindre du montant des provisions. Le taux de provisionnement sur créances douteuses brutes s'est donc replié, passant de 70,7 % à 67,6 % entre la fin décembre 2002 et la fin décembre 2003. Par ailleurs, l'encours des comptes ordinaires débiteurs a crû de 4,1 % en glissement annuel, du fait principalement des particuliers (+16,2%), celui des entreprises étant resté stable.

Répartition et évolution des concours par agent économique

Près de la moitié des crédits octroyés par les banques de la place sont destinés aux particuliers (49,6% au 31 décembre 2003). Plus du tiers servent au financement des sociétés non financières (37,2 %) et aux entrepreneurs individuels, le reliquat étant réparti entre les collectivités publiques locales (2%) et les agents non résidents (0,2%).

Les particuliers

La progression des financements en faveur des particuliers est quasiment la même que celle observée l'an dernier (+9,8 %).

Globalement, la structure d'endettement des particuliers en Polynésie française demeure marquée par le poids prépondérant des prêts immobiliers (54 % du total des crédits consentis), devant les crédits à la consommation (38 %). L'encours des premiers a augmenté de 5,8 % en 2003 pour atteindre 86,5 milliards de F CFP au 31 décembre alors que celui des seconds s'est affiché en hausse de 14,1 % à 61,1 milliards de F CFP.

1. L'évolution monétaire et financière

Les sociétés non financières

L'encours des concours de caractère bancaire aux sociétés non financières, d'une valeur globale de 120,1 milliards de F CFP, s'est inscrit en hausse de 11,4% en rythme annuel (9,9 % en 2002), sous l'influence de ses principales composantes, les crédits à l'équipement (36,1 % du total) et ceux de trésorerie (22,8 %).

Néanmoins, comme les années précédentes, cette progression est intervenue en grande partie en fin d'année, ainsi l'encours n'était que de 110,1 milliards à fin septembre 2003. Les entreprises ont ainsi poursuivi leurs investissements en fin de période annuelle, stimulées par le dispositif de défiscalisation métropolitain notamment dans le secteur du bâtiment. En témoigne la hausse des crédits d'équipement de 9,7 % sur un an.

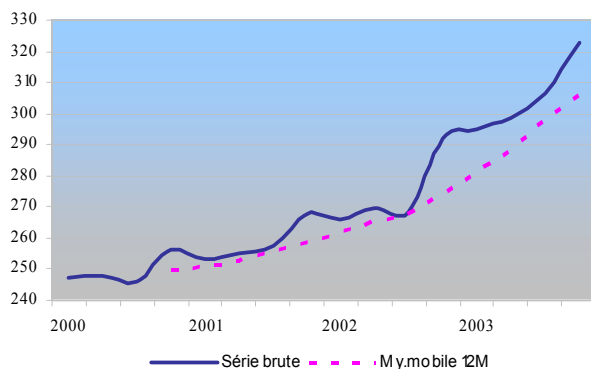
Alors que les comptes ordinaires débiteurs des sociétés non financières sont restés stables sur l'année (14,9 milliards de F CFP à fin décembre 2003), leurs créances douteuses nettes ont monté de 12,7% (1,9 milliard de F CFP contre 1,7 milliard douze mois plus tôt).

Les entreprises individuelles

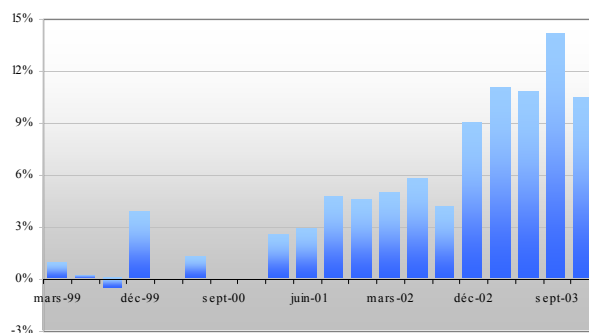
Les entreprises individuelles ont également vu l'encours de leurs crédits bancaires augmenter mais dans une moindre ampleur (+3,3 %) pour un total de 21 milliards de F CFP. Alors que les crédits de trésorerie (22,3% du total) ont crû de 3,2% (4,7 milliards de F CFP en décembre 2003 contre 4,6 en décembre 2002) et ceux à l'habitat (21,2% de l'encours) de 15,9% (4,5 milliards de F CFP contre 3,8), les crédits à l'équipement (25,5% de la valeur globale) ont reflué de 6,3% (5,4 milliards de F CFP contre 5,7).

La situation financière des entreprises individuelles semble s'être dégradée si l'on prend en compte l'encours des créances douteuses nettes qui a affiché une hausse de 26 %. En revanche, l'encours des comptes débiteurs a reculé de 5,8 %.

Concours bancaires des EC locaux
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel



1. L'évolution monétaire et financière

CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP						Variations annuelles en %			Parts en %			
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/03	31/12/2003	
Créances commerciales	2 649	2 815	3 692	4 250	3 509	-11,0%	52,8%	32,5%	0,9%	1,2%	1,1%	
Sociétés non financières	2 314	2 466	3 427	3 982	3 171	-11,4%	56,6%	37,1%	87,3%	92,8%	90,4%	
Entrepreneurs individuels	335	350	265	269	338	- 8,5%	15,7%	0,7%	12,7%	7,2%	9,6%	
Particuliers	-	-	-	-	-							
Autres agents résidents												
Crédits de trésorerie	85 007	87 022	87 617	90 897	95 160	22,0%	20,4%	11,9%	29,1%	29,3%	29,5%	
Sociétés non financières	25 694	26 451	25 652	26 513	27 372	33,2%	25,8%	6,5%	30,2%	29,3%	28,8%	
Entrepreneurs individuels	4 568	4 503	4 785	4 823	4 712	5,5%	12,9%	3,2%	5,4%	5,5%	5,0%	
Particuliers	53 574	54 994	56 058	58 202	61 117	18,3%	19,5%	14,1%	63,0%	64,0%	64,2%	
Autres agents résidents	1 171	1 075	1 122	1 359	1 960	54,0%	-11,3%	67,3%	1,4%	1,3%	2,1%	
Crédits à l'équipement	46 523	46 485	46 209	46 933	51 523	5,8%	9,1%	10,7%	15,9%	15,5%	16,0%	
Sociétés non financières	39 585	39 589	39 146	39 921	43 417	8,2%	11,5%	9,7%	85,1%	84,7%	84,3%	
Entrepreneurs individuels	5 739	5 715	5 388	5 294	5 377	- 3,3%	- 8,1%	- 6,3%	12,3%	11,7%	10,4%	
Particuliers	-	-	-	-	-							
Autres agents résidents	1 198	1 181	1 676	1 718	2 730	-17,2%	23,7%	127,8%	2,6%	3,6%	5,3%	
Crédits à l'habitat	92 171	92 907	94 680	96 959	99 224	5,0%	6,2%	7,7%	31,6%	31,7%	30,7%	
Sociétés non financières	6 404	6 073	6 344	6 904	8 088	15,1%	5,0%	26,3%	6,9%	6,7%	8,2%	
Entrepreneurs individuels	3 853	4 002	4 091	4 308	4 466	14,5%	14,3%	15,9%	4,2%	4,3%	4,5%	
Particuliers	81 791	82 685	84 089	85 601	86 523	3,9%	6,0%	5,8%	88,7%	88,8%	87,2%	
Autres agents résidents	124	147	156	146	146	-13,0%	21,7%	18,5%	0,1%	0,2%	0,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	20 482	19 518	19 165	18 675	21 313	- 7,8%	0,7%	4,1%	7,0%	6,4%	6,6%	
Sociétés non financières	14 903	13 798	13 440	13 038	14 881	- 9,8%	6,4%	- 0,1%	72,8%	70,1%	69,8%	
Entrepreneurs individuels	1 707	1 674	1 776	1 573	1 608	12,8%	4,6%	- 5,8%	8,3%	9,3%	7,5%	
Particuliers	3 256	3 227	3 391	3 563	3 784	5,3%	0,7%	16,2%	15,9%	17,7%	17,8%	
Autres agents résidents	616	819	558	500	1 040	-44,1%	-58,1%	68,7%	3,0%	2,9%	4,9%	
Autres crédits	27 623	27 889	27 804	28 708	32 482	14,5%	6,6%	17,6%	9,5%	9,3%	10,1%	
Sociétés non financières	17 210	17 604	16 727	17 618	21 204	13,6%	- 0,7%	23,2%	62,3%	60,2%	65,3%	
Entrepreneurs individuels	3 118	2 992	3 044	3 184	3 151	- 3,1%	2,3%	1,1%	11,3%	10,9%	9,7%	
Particuliers	5 996	6 249	6 877	6 884	7 088	24,2%	38,9%	18,2%	21,7%	24,7%	21,8%	
Autres agents résidents	729	593	545	468	469	31,1%	-40,2%	-35,6%	2,6%	2,0%	1,4%	
Non résidents	570	450	611	553	569	51,6%	51,6%	- 0,1%	2,1%	2,2%	1,8%	
Créances douteuses nettes	4 113	3 978	5 188	4 821	4 974	-15,2%	8,6%	21,0%	1,4%	1,7%	1,5%	
Sociétés non financières	1 737	1 623	2 161	2 102	1 957	-27,1%	-11,2%	12,7%	42,2%	41,6%	39,3%	
Entrepreneurs individuels	1 104	969	919	899	1 391	4,7%	3,9%	26,0%	26,8%	17,7%	28,0%	
Particuliers	1 229	1 379	2 101	1 797	1 615	-12,8%	48,4%	31,4%	29,9%	40,5%	32,5%	
Autres agents résidents	33	6	6	17	7	n.s.	-85,0%	-78,8%	0,8%	0,1%	0,1%	
Non résidents	10	0	0	6	4	n.s.	-84,9%	-54,7%	0,9%	0,0%	0,3%	
TOTAL NET	282 127	284 424	287 978	294 993	312 343	8,9%	10,7%	10,7%	96,6%	96,5%	96,8%	
Sociétés non financières	107 847	107 604	106 896	110 079	120 091	9,9%	11,7%	11,4%	36,9%	35,8%	37,2%	
Entrepreneurs individuels	20 424	20 205	20 268	20 351	21 043	3,3%	4,1%	3,0%	7,0%	6,8%	6,5%	
Particuliers	145 845	148 534	152 516	156 047	160 127	9,4%	12,2%	9,8%	49,9%	51,1%	49,6%	
Autres agents résidents	3 871	3 822	4 063	4 208	6 352	- 3,5%	-19,2%	64,1%	1,3%	1,4%	2,0%	
Non résidents	579	451	611	559	574	54,0%	51,2%	- 1,0%	0,2%	0,2%	0,2%	
Autres concours non ventilés	3 560	3 810	3 623	3 749	4 158	5,2%	2,6%	16,8%	1,2%	1,2%	1,3%	
Provisions non ventilées	9 944	10 652	10 551	11 219	10 394	10,5%	11,6%	4,5%	3,4%	3,5%	3,2%	
TOTAL BRUT	292 071	295 076	298 529	306 213	322 737	9,0%	10,8%	10,5%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	4,8%	5,0%	5,3%	5,2%	4,8%							
Taux de provisionnement	70,7%	72,8%	67,0%	69,9%	67,6%							

1. L'évolution monétaire et financière

1.2.2 CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION

Commentaires :

Les concours bancaires des établissements situés hors zone d'émission (HZE) regroupent les crédits accordés à des résidents polynésiens par des entités métropolitaines (Agence française de développement, Caisse des dépôts et consignations, DEXIA, NATEXIS Banques populaires, CASDEN...) ou européennes (Banque européenne d'investissement).

L'encours de ces crédits s'est élevé à 83,4 milliards de F CFP au 31 décembre 2003, en progression de 7,2% sur l'année (77,7 milliards de F CFP un an plus tôt).

Répartition et évolution des concours par catégorie

Les crédits à l'équipement sont demeurés majoritaires mais avec une part dans le total en recul (68,9 % fin 2003 contre 74,6 % fin 2002), suivis des crédits à l'habitat (17,4 % contre 13,9 %) et des crédits de trésorerie (7,8 % contre 5,8 %). Les premiers ont vu leur encours se replier pour atteindre 57,5 milliards de F CFP contre 58 un an auparavant, soit -0,9 %.

Les crédits à l'habitat, qui émanent essentiellement de la CASDEN, ont progressé de 34,1% sur douze mois (14,5 milliards de F CFP en décembre 2003 contre 10,8 en décembre 2002), après +46,6% en 2002.

Les crédits de trésorerie, pour leur part, ont progressé de 42,7% en glissement annuel (6,5 milliards de F CFP en décembre 2003 contre 4,5 un an auparavant) après un recul de 15,7 % enregistré en 2002.

Répartition et évolution des concours par agent économique

Les autres agents résidents

Les crédits aux autres agents résidents¹ regroupent la plus large partie de l'encours des crédits octroyés par les établissements HZE, 64,6% du total au 31 décembre 2003. A cette date, ils se montaient à 53,9 milliards de F CFP contre 51,8 l'année précédente, soit +4,1% et consistaient à 94,6% en crédits à l'équipement.

Ces derniers ont progressé de 3,7% sur la période, passant de 49,2 milliards de F CFP à fin 2002 à 51 milliards un an plus tard.

Les particuliers

L'année 2003 a été marquée par un fort attrait des particuliers polynésiens vers les produits proposés par les établissements situés hors de la zone d'émission de l'IEOM : leur encours s'est accru de 26,1 % pour s'élever à 19,2 milliards de FCFP au 31 décembre 2003. A cette date, l'offre de ces établissements comptait pour 10,7 % du total des crédits aux particuliers (9,4 % en 2002).

L'essentiel de cette hausse provient des crédits à l'habitat (+36,3 % à 13,9 milliards de F CFP).

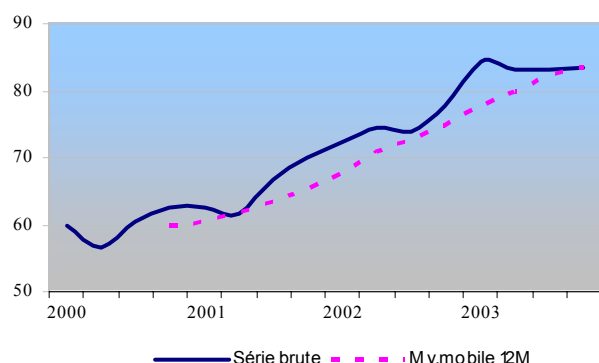
Les sociétés non financières

L'encours de leurs crédits a accusé une diminution de 7,4% en glissement annuel (9,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2003 contre 10,7 milliards de F CFP l'année précédente) tirée par les crédits à l'équipement qui ont perdu 26,8% (6,5 milliards de F CFP contre 8,9).

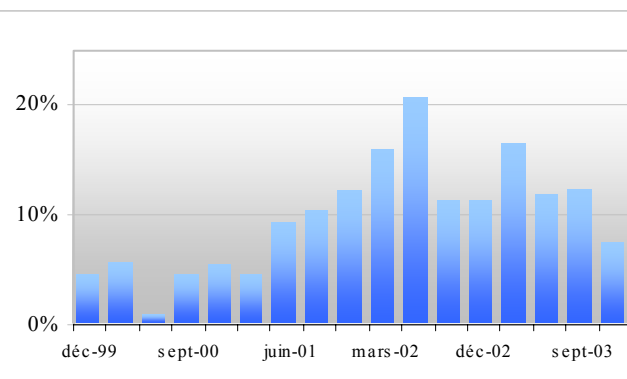
¹ Cette catégorie regroupe surtout les administrations publiques locales.

1. L'évolution monétaire et financière

Concours bancaires des EC HZE
(en milliards de F CFP)



Variations trimestrielles en glissement annuel



CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE												
Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission												
Montants en millions de F CFP						variations annuelles en %			Parts en %			
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/2003	31/12/2003	
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	4 544	6 428	6 471	6 579	6 483	-15,7%	10,1%	42,7%	5,8%	7,8%	7,8%	
Sociétés non financières	-	1 819	1 819	1 819	1 828	-100,0%	0,0%	-	-	2,2%	28,2%	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	4 544	4 609	4 652	4 760	4 655	27,3%	14,6%	2,5%	5,8%	5,6%	71,8%	
Autres agents résidents	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Crédits à l'équipement	58 029	61 898	59 907	58 916	57 488	10,4%	9,0%	- 0,9%	74,6%	72,0%	68,9%	
Sociétés non financières	8 850	8 991	5 916	5 916	6 477	19,4%	-33,5%	-26,8%	11,4%	7,1%	11,3%	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	49 179	52 907	53 991	53 000	51 011	8,9%	17,2%	3,7%	63,2%	64,9%	88,7%	
Crédits à l'habitat	10 818	11 755	12 476	13 570	14 506	46,6%	37,4%	34,1%	13,9%	15,0%	17,4%	
Sociétés non financières	491	518	-	0	0	- 3,5%	-100,0%	-100,0%	0,6%	-	-	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	10 248	11 158	11 896	12 989	13 967	51,8%	40,4%	36,3%	13,2%	14,3%	96,3%	
Autres agents résidents	78	78	580	580	539	-32,5%	425,8%	593,7%	0,1%	0,7%	3,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Sociétés non financières	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres agents résidents	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Autres crédits	3 861	3 843	3 750	3 732	3 537	- 8,6%	- 8,0%	- 8,4%	5,0%	4,5%	4,2%	
Sociétés non financières	1 336	1 321	1 265	1 265	1 193	- 9,2%	- 9,9%	-10,7%	1,7%	1,5%	33,7%	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	17	16	16	16	20	- 7,9%	- 8,2%	21,4%	0,0%	0,0%	0,6%	
Autres agents résidents	2 509	2 506	2 469	2 451	2 324	- 8,2%	- 6,9%	- 7,3%	3,2%	3,0%	65,7%	
Créances douteuses nettes	405	373	455	144	919	19,1%	22,4%	126,6%	0,5%	0,5%	1,1%	
Sociétés non financières	22	21	1	1	405	-64,9%	-97,7%	1714,4%	0,0%	0,0%	44,1%	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	383	352	454	144	514	38,4%	31,2%	34,1%	0,5%	0,5%	55,9%	
Autres agents résidents	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
TOTAL NET	77 657	84 297	83 060	82 941	82 933	11,1%	11,7%	6,8%	99,9%	99,9%	99,5%	
Sociétés non financières	10 699	12 670	9 001	9 001	9 902	- 5,1%	-28,9%	- 7,4%	13,8%	10,8%	11,9%	
Entrepreneurs individuels	-	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	
Particuliers	15 192	16 136	17 018	17 908	19 157	43,1%	32,0%	26,1%	19,5%	20,5%	23,0%	
Autres agents résidents	51 765	55 491	57 041	56 031	53 874	7,8%	16,8%	4,1%	66,6%	68,6%	64,6%	
Provisions non ventilées	113	116	110	110	449	-13,3%	-14,3%	296,8%	0,1%	0,1%	0,5%	
TOTAL BRUT	77 770	84 413	83 170	83 051	83 383	11,1%	11,6%	7,2%	100,0%	100,0%	100,0%	
Taux créances douteuses brutes	0,7%	0,6%	0,7%	0	0							
Taux de provisionnement	21,8%	23,8%	19,5%	0	0							

1. L'évolution monétaire et financière

1.3 La masse monétaire et ses contreparties

1.3.1 Les composantes de la masse monétaire

Commentaires :

La masse monétaire M3 a représenté, au 31 décembre 2003, 305,3 milliards de F CFP, en hausse de 5,5 % par rapport à 2002 (289,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2002).

Cette évolution est principalement le fait de la croissance de 11,4 % de M1 (notamment les dépôts à vue) et de 33,3 % des comptes sur livrets. Les placements à plus long terme, en revanche, ont continué de subir les effets de la diminution des taux d'intérêt : ainsi, les dépôts à terme se sont contractés à 76,8 milliards de F CFP en décembre 2003 contre 89,8 un an plus tôt, soit -14,5 %.

Enfin, les plans d'épargne-logement, unique composante de P1 en Polynésie française, ont affiché un taux de croissance de 53% en rythme annuel (7,3 milliards de F CFP contre 4,8 en décembre 2002).

COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/2003	31/12/2003
M1								
Circulation fiduciaire	9 739	8 852	9 335	8 950	9 959	4,0%	7,1%	2,3%
- Billets	8 286	7 411	7 875	7 484	8 456	3,9%	7,6%	2,0%
- Pièces	1 453	1 441	1 460	1 465	1 503	4,3%	4,4%	3,4%
Dépôts à vue	104 888	100 584	99 696	101 784	117 790	4,2%	7,3%	12,3%
- Banques	99 426	95 093	94 041	95 772	111 710	5,6%	7,3%	12,4%
- O.P.T.	5 462	5 491	5 656	6 012	6 080	-15,5%	6,5%	11,3%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Total M1	114 627	109 436	109 032	110 733	127 748	4,2%	7,3%	11,4%
M2 - M1	59 095	63 311	70 162	75 304	78 783	8,4%	30,5%	33,3%
Comptes sur livrets	58 947	63 135	69 974	75 101	78 568	8,1%	30,4%	33,3%
Comptes d'épargne-logement	148	175	188	203	215	-	126,5%	45,4%
Total M2	173 722	172 747	179 193	186 037	206 531	5,6%	15,3%	18,9%
M3 - M2	115 577	108 792	101 729	97 698	98 770	4,4%	-13,6%	-14,5%
Dépôts à terme	89 793	87 071	80 550	76 343	76 786	- 0,8%	-12,7%	-14,5%
- Banques	89 793	87 071	80 550	76 343	76 786	- 0,8%	-12,7%	-14,5%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons	14 103	12 957	12 316	11 948	13 464	2,9%	- 4,9%	- 4,5%
Certificats de dépôt	11 680	8 765	8 864	9 408	8 520	79,5%	-29,3%	-27,1%
Total M3	289 299	281 538	280 923	283 735	305 301	5,1%	2,8%	5,5%
P1	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297	-	95,5%	53,0%
(Epargne contractuelle)								
Plans d'épargne-logement	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297	-	95,5%	53,0%
Compte d'épargne à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-	-	-
M3 + P1	294 069	287 125	287 110	290 479	312 598	6,8%	3,9%	6,3%

1. L'évolution monétaire et financière

1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Commentaires :

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit polynésiens se sont repliés de 81,5 milliards de F CFP en décembre 2002 à 67,3 un an après, soit -17,5 %.

Dans le même temps, leurs engagements hors zone d'émission ont diminué mais à un rythme moindre (-5,4 % sur l'année) pour s'élever à 32 milliards à fin décembre 2003.

Leur position extérieure nette, résultat de la différence entre les avoirs et les engagements, est passée de 29,9 milliards de F CFP à 16,7 entre décembre 2002 et 2003, soit -44,1% en rythme annuel.

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE EN POLYNESIE FRANCAISE

Montants en millions de F CFP						Variations annuelles au		
	31/12/2002	31/03/2003	30/06/2003	30/09/2003	31/12/2003	31/12/2002	30/06/2003	31/12/2003
Avoirs hors zone d'émission	81 537	76 628	72 612	67 487	67 303	- 1,6%	-12,9%	-17,5%
Institut d'émission	17 786	18 309	17 539	16 420	18 555	10,7%	4,3%	4,3%
Etablissements de crédit locaux (*)	63 751	58 319	55 073	51 067	48 748	- 4,5%	-17,2%	-23,5%
Créances du Trésor public	- 179	- 354	- 354	- 354	- 354	-118,5%	-20,7%	98,3%
Concours sur ressources monétaires	207 940	205 264	208 664	216 602	238 352	8,6%	9,7%	14,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	292 071	295 076	298 528	306 213	322 737	9,0%	10,8%	10,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	84 131	89 812	89 864	89 610	84 385	9,9%	13,4%	0,3%
Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	24 691	25 408	27 118	28 373	23 826	0,8%	8,7%	- 3,5%
Provisions sur créances douteuses	9 944	10 652	10 551	11 219	10 394	10,5%	11,6%	4,5%
Engagements hors zone d'émission (*)	33 819	35 654	35 929	32 641	32 007	5,6%	17,7%	- 5,4%
Epargne contractuelle	4 770	5 586	6 187	6 744	7 297	-	95,5%	53,0%
Divers	10 907	12 511	10 079	10 633	10 862	- 0,9%	- 9,7%	- 0,4%
Total M3	289 299	281 538	280 922	283 735	305 301	5,1%	2,8%	5,5%
Position extérieure nette du système bancaire local *	29 932	22 665	19 144	18 426	16 741	-13,8%	-46,8%	-44,1%

* La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

1. L'évolution monétaire et financière

1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédits locaux

1.4.1 Le financement des crédits bancaires

Commentaires :

Les établissements de crédit installés en Polynésie française ont un excédent de leurs dépôts et fonds propres pour financer crédits et réserves obligatoires : ils sont en capacité de financement.

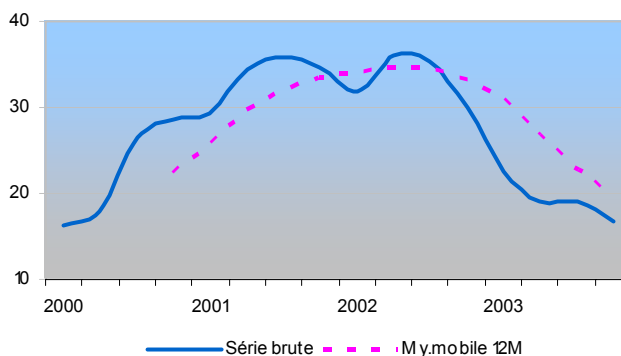
Les dépôts collectés (minorés de leurs encaisses) par les établissements de crédit de la place ont représenté 87,8 % de leurs ressources à fin décembre 2003 (-3,8 points en un an) et s'établissent à 292,6 milliards de F CFP.

Le financement sur ressources propres est intervenu à hauteur de 10,3 % (-1,3 point sur la période) pour un montant de 34,2 milliards de F CFP et l'excédent des opérations diverses a atteint 17,3 milliards de F CFP (-0.1 point). Malgré les avantages qu'elles procurent aux établissements de crédit, les opérations de réescompte demeurent marginales et ne représentent que 1,7 % du total des ressources (+0,2 point) avec une valeur de 5,8 milliards de F CFP.

Les ressources des établissements de crédits ont été affectées à 96,9 % à leur activité de crédit et le solde aux réserves obligatoires constituées auprès de l'IEOM.

La position extérieure nette des établissements de crédits locaux était de 16,7 milliards de F CFP à fin décembre 2003, en recul de 44,1 % sur l'année.

Position extérieure nette du système bancaire local (en milliards de F CFP)



1. L'évolution monétaire et financière

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2002

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	292 071	97,37%	Dépôts collectés - encaisses	274 863	91,63%
Réserves obligatoires	7 882	2,63%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	34 635	11,55%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	15 912	5,30%
			Réesc compte	4 476	1,49%
			(-) position extérieure nette des EC	-29 932	-9,98%
Total emplois	299 955	100%	Total ressources	299 955	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 JUIN 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	298 529	96,29%	Dépôts collectés - encaisses	269 467	86,92%
Réserves obligatoires	11 497	3,83%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	37 669	12,15%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	16 746	5,40%
			Réesc compte	5 289	1,71%
			(-) position extérieure nette des EC	-19 144	-6,17%
Total emplois	310 028	100%	Total ressources	310 028	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 DECEMBRE 2003

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	322 737	96,88%	Dépôts collectés - encaisses	292 580	87,83%
Réserves obligatoires	10 375	3,11%	Ressources propres - valeurs Immobilisées	34 219	10,27%
Réserves libres	2	0,00%	Excédent des op. diverses des EC	17 296	5,19%
			Réesc compte	5 759	1,73%
			(-) position extérieure nette des EC	-16 741	-5,03%
Total emplois	333 114	100%	Total ressources	333 114	100%

1. L'évolution monétaire et financière

1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

Commentaires :

Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux ont atteint 46,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2003, en hausse de 10,4 % sur l'année (42,1 milliards au 31 décembre 2002). Les banques locales disposent en effet majoritairement de ressources supérieures à un an, qui se sont élevées à 31,1 milliards de F CFP (soit une part de 66,8 % de l'ensemble des ressources). Sur ce total, celles dont la durée est supérieure à 5 ans se sont établies à 12,2 milliards de F CFP.

A l'inverse, les emplois, qui ont totalisé 65,3 milliards de F CFP à fin décembre 2003 (-14,8 % en un an) sont principalement à court terme, les dépôts supérieurs à un an représentant un encours minime.

Les opérations interbancaires des établissements de crédit locaux en Polynésie française ont ainsi indiqué un solde « emprunteur » en baisse annuelle de 45,6 %, à 18,8 milliards de F CFP (34,6 milliards en décembre 2002).

Les opérations avec la clientèle

Les emplois supérieurs à un an représentent 75,4 % du total des crédits.

A l'inverse, les ressources dont bénéficient les établissements de crédit locaux sont surtout d'une durée inférieure à un an. A fin décembre 2003, leur montant s'élevait à 298,6 milliards de F CFP (280,6 milliards en décembre 2002), dont 87,3 % de dépôts à moins d'un an.

Le solde des opérations avec la clientèle s'est ainsi établi à -13,7 milliards de F CFP contre -1,5 milliard de F CFP en décembre 2002. Cette sensible dégradation résulte du taux de croissance des crédits plus important que celui des dépôts (+10,7 % contre +6,4 %).

1. L'évolution monétaire et financière

EQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DUREE

31/12/2003	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
OPERATIONS INTERBANCAIRES									
EMPLOIS									
Caisse	3 980	3 980	0						
Banques centrales et OPT	10 532	10 532	0						
Comptes ordinaires débiteurs	12 390	12 390	0						
Comptes et prêts à terme dont réseau	38 122	5 039	0	16 023	4 184	1 121	1 943	9 571	242
Val. reçues en pension à terme	0	0	0						
Prêts à la clientèle financière	0	0	0						
VNI, créances douteuses et créances rattachées	281	281	0						
Total emplois	65 305	32 221	0	16 023	4 184	1 121	1 943	9 571	242
RESSOURCES									
Banques centrales et OPT	155	155	0	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires créditeurs	2 991	2 991	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts à terme dont réseau	36 866		2 300	763	871	1 859	2 265	16 619	12 189
Val. données en pension à terme	5 759		1 779	3 980	0	0	0	0	0
Emprunts auprès de la clientèle financière	0		0	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	729	729	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	46 500	3 875	4 079	4 743	871	1 859	2 265	16 619	12 189
RESSOURCES - EMPLOIS	-18 805	-28 347	4 079	-11 280	-3 313	738	323	7 049	11 946
Cumul		-28 347	-24 267	-35 547	-38 860	-38 123	-37 800	-30 751	-18 805
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE									
EMPLOIS									
Comptes ordinaires débiteurs	21 732	21 732	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à la clientèle	280 034	0	0	16 031	13 893	15 549	31 304	131 095	72 162
VNI, créances douteuses et créances rattachées	6 374	6 374	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés à terme	1 087	0	64	19	26	40	82	569	286
Crédit-bail et opérations assimilées	3 116		3 116	0	0	0	0	0	0
Location simple	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total emplois	312 343	28 106	3 181	16 050	13 919	15 589	31 387	131 664	72 448
RESSOURCES									
Comptes ordinaires créditeurs	111 710	111 710	0	0	0	0	0	0	0
Valeurs données en pension	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes sur livrets et divers	86 080	78 800	0	0	16	20	20	7 255	8
Comptes créditeurs à termes	76 786		0	27 079	16 993	8 129	9 688	14 897	0
Bons de caisse et bons d'épargne	13 464		0	3 396	2 217	1 917	2 244	3 690	0
Titres de créances négociables	8 520		0	7 715	805	0	0	0	0
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 041	2 041	0	0	0	0	0	0	0
Total ressources	298 601	192 551	0	38 190	20 031	10 066	11 952	25 842	8
RESSOURCES - EMPLOIS	-13 743	164 445	-3 181	22 140	6 112	-5 522	-19 435	-105 822	-72 440
Cumul		164 445	161 264	183 404	189 516	183 994	164 559	58 737	-13 703
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	23 826								

2. Rappel des taux

2.1 Taux administrés

2.1.1 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Il s'agit d'un taux applicable à toute indemnisation pour un retard dans l'exécution d'une obligation contractuelle ou légale.

1999	2000	2001	2002	2003	2004
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %

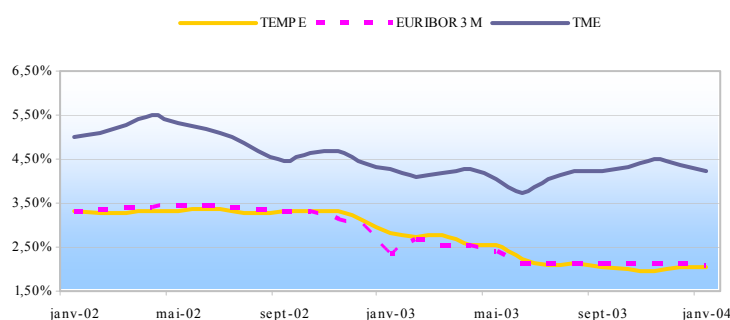
2.1.2 Taux d'intervention de l'institut

	Date d'effet	Taux	Taux de sortie maxima applicables aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	10/06/2003	1,00%	4,50% (depuis le 01/01/04) 6,70 % à 7,15 % (Taux SGFGAS depuis le 01/02/04)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2003	1,50%	
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
Taux de la facilité de prêt marginal	10/06/2003	3,00%	
Taux de l'escompte de chèques	10/06/2003	3,00%	

2.2 Taux du marché

2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

	août-03	sept-03	oct-03	nov-03	déc-03	janv-04
TEMPE (Taux moyen pondéré en euros)	2,1181%	2,0253%	2,0226%	1,9553%	2,0558%	2,0248%
EURIBOR 3 mois (Taux interbancaire offert en euro)	2,140%	2,148%	2,143%	2,159%	2,146%	2,092%
TME (Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme)	4,24%	4,24%	4,34%	4,48%	4,36%	4,22%



2.2.2 Taux de base bancaire de la Polynésie française

Ce taux n'est défini par aucun texte légal ou réglementaire, mais son usage s'est dégagé des pratiques de la profession. En théorie, ce taux de référence est librement fixé par chaque banque. Cependant, en pratique, un alignement s'opère entre les banques locales. Il a baissé de 0,25 point le 1^{er} juillet 2003.

Evolution du taux de base bancaire moyen pondéré entre 1999 et 2003 (en %)

Oct-99	Mai-00	Sept-00	Fév-01	Déc-02	Fév-03	Juil-03
7,10	7,40	7,90	8,10	8,10	7,85	7,60

2.3 Taux de l'usure

2.3.1 Crédits aux particuliers

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

<i>Seuils de l'usure</i>	1er trim, 2003	2e trim, 2003	3e trim, 2003	4e trim, 2003	1er trim, 2004
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,93%	7,59%	7,37%	6,88%	6,77%
- Prêts à taux variable	7,39%	7,04%	6,89%	6,40%	6,11%
- Prêts à taux relais	7,96%	7,76%	7,63%	7,12%	7,04%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	22,08%	21,79%	21,63%	21,25%	20,85%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	17,64%	17,52%	17,27%	16,84%	16,52%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	10,80%	10,63%	10,36%	9,96%	9,60%

2.3.2 Crédits aux entreprises

La loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1^{er} août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale, comme, par exemple, les entrepreneurs individuels personnes physiques. Cette loi n'a pas, à ce jour, été rendue applicable aux territoires d'outre-mer.

2. Rappel des taux

Seuils de l'usure	1er trim, 2003	2e trim, 2003	3e trim, 2003	4e trim, 2003	1er trim, 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,71%	9,29%	9,15%	8,72%	8,33%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,52%	7,20%	6,92%	6,49%	6,33%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,19%	7,68%	7,39%	6,79%	6,48%
- Découverts en compte	11,79%	11,55%	11,47%	11,19%	11,19%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,00%	9,36%	9,21%	8,73%	8,67%

2.4 Enquête de l'IEOM sur le coût du crédit

2.4.1 Coût du crédit aux particuliers

L'enquête sur le coût du crédit aux particuliers sur la période décembre 2003 – janvier 2004 réalisée à partir des données communiquées par les établissements de crédits locaux a permis de rassembler 5 190 nouveaux dossiers de prêts représentant un montant global de 8,3 milliards de F CFP (5 785 pour un total de 7,5 milliards de F CFP en juillet-août 2003).

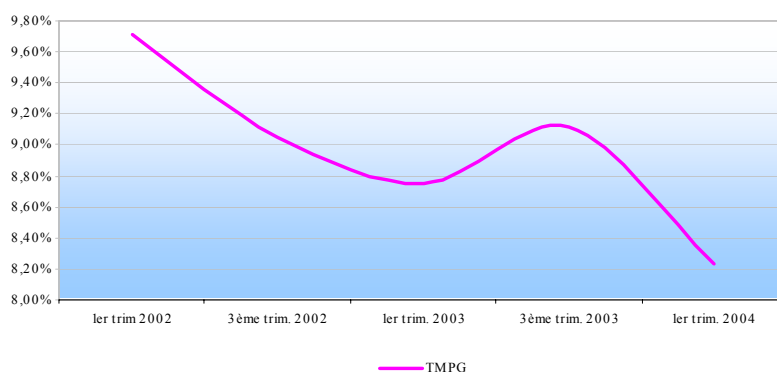
Le taux moyen pondéré global (TMPG) s'est affiché à 8,23% en janvier 2004, en baisse de 0,88 point par rapport à l'enquête précédente (9,11%) et de 0,52 point en glissement annuel (8,75% en janvier 2003).

La baisse des taux moyens des prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP de 1,47 point (8,06% contre 9,53%), et celle des prêts immobiliers de 0,68 point (6,28% contre 6,86%) ont grandement contribué au repli du TMPG de 0,88 point sur le semestre.

Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Prêts immobiliers	7,29%	7,03%	6,86%	6,28%	-0,75 pt
Prêts immobiliers relais	6,74%	7,38%	6,73%	5,84%	-1,54 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP	12,75%	12,31%	13,75%	13,38%	1,07 pt
Découverts	11,08%	10,78%	10,47%	10,57%	-0,21 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP	9,96%	8,85%	9,53%	8,06%	-0,79 pt
TMPG	9,05%	8,75%	9,11%	8,23%	0,52 pt

Evolution du taux moyen pondéré des crédits aux particuliers



2.4.2 Coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises réalisée pendant les mois de décembre 2003 et janvier 2004 auprès des trois banques polynésiennes a permis de recenser 849 déclarations d'un montant d'environ 18,5 milliards de F CFP (831 déclarations délivrées pour 11 milliards de F CFP lors de la précédente enquête).

Les établissements de crédit polynésiens ont poursuivi leur baisse des taux, affichant pour cette enquête un taux moyen pondéré global (TMPG) en retrait de 0,69 point sur le semestre (4,86 % contre 5,55 % auparavant).

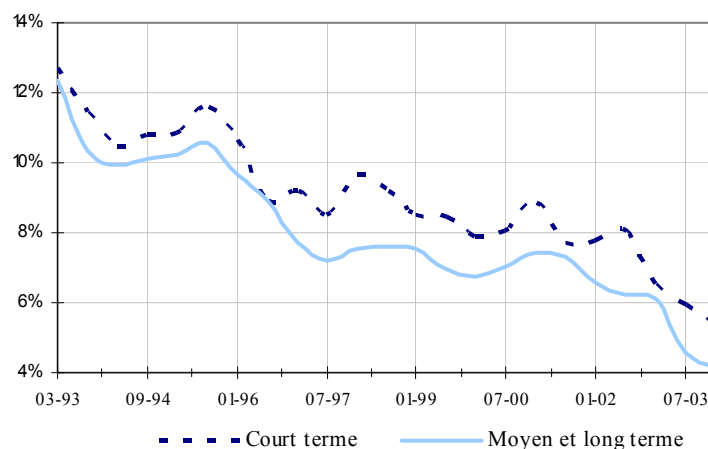
Par type de crédit, les découverts (44 % des financements) ont affiché un TMP en retrait de 0,54 point par rapport à l'enquête précédente (5,15 % contre 5,69 %), le taux moyen de l'escompte s'est lui aussi réduit (7,52 % contre 8,35 % en août 2003 soit -0,83 point) de même que celui des autres crédits à court terme (4,85 % contre 5,33 % six mois plus tôt, soit -0,48 point).

Par durée, le TMPG des crédits court terme est ressorti en repli de 0,59 point pour s'afficher à 5,34 % et celui des concours à moyen et long terme a connu une évolution similaire mais de moins grande ampleur (4,10 % contre 4,57 % en août 2003, soit -0,47 point).

Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises

	3ème trim. 2002	1er trim. 2003	3ème trim. 2003	1er trim. 2004	Variations annuelles
Escompte	9,78%	8,84%	8,35%	7,52%	-1,32 pt
Découverts	8,02%	6,66%	5,69%	5,15%	-1,51 pt
Autres crédits à court terme	6,09%	4,52%	5,33%	4,85%	0,33 pt
Total court terme	8,03%	6,51%	5,93%	5,34%	-1,17 pt
Moyen et long termes	6,22%	6,11%	4,57%	4,10%	-2,01 pts
Global	7,49%	6,40%	5,55%	4,86%	-1,54 pt

Evolution du coût du crédit aux entreprises



3. *Autres activités de l'IEOM*

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale des territoires d'outre-mer (TOM). A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de leur économie, parmi lesquelles:

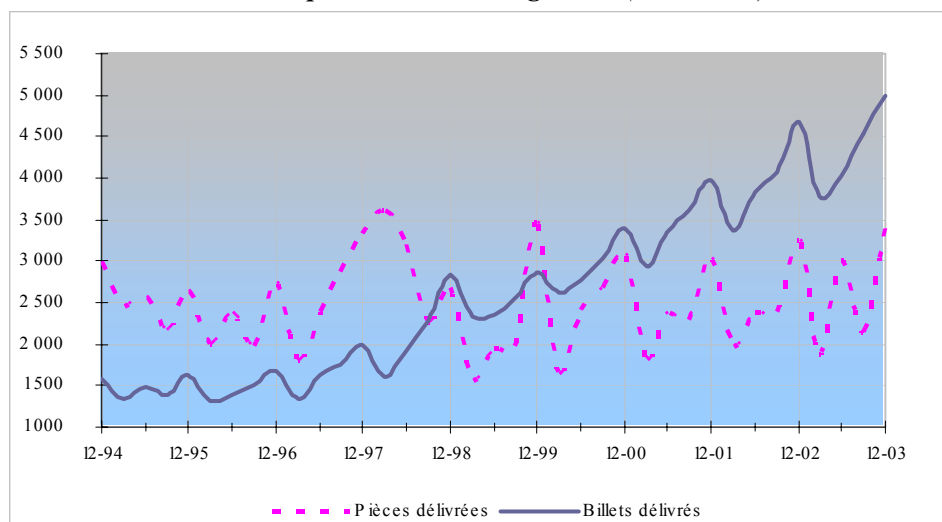
- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des TOM ;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire

A fin décembre 2003, l'émission nette de billets F CFP a atteint de 4,8 millions de billets, en augmentation de 7,4% en glissement annuel et de 11% par rapport à fin septembre 2003. En valeur, elle s'est élevée à 12,7 milliards de F CFP (+2,4% sur un an et +14,3% sur trois mois). Sur douze mois et par coupure, le nombre de billets de 10.000 F CFP a baissé de 2,6%, ceux de 5.000, 1.000 et 500 ont respectivement cru de 6,3, 12,7 et 4 %.

L'émission nette de pièces s'est affichée en hausse de 4,9% par rapport à décembre 2002 (+2% sur le trimestre), à 137,2 millions de pièces pour un montant de 1,6 milliard de F CFP (+4,5% sur un an et +3,1 % sur trois mois). L'évolution annuelle par pièce est la suivante : +4% pour les 100 F CFP, +4,9% pour les 50 F CFP, +4,9% pour les 20 F CFP, +5% pour les 10 F CFP, +5,9% pour les 5 F CFP, +5,9% pour les 2 F CFP et +4,2% pour les 1 F CFP.

Billets et pièces délivrés au guichet (en milliers)



Billets et pièces en circulation

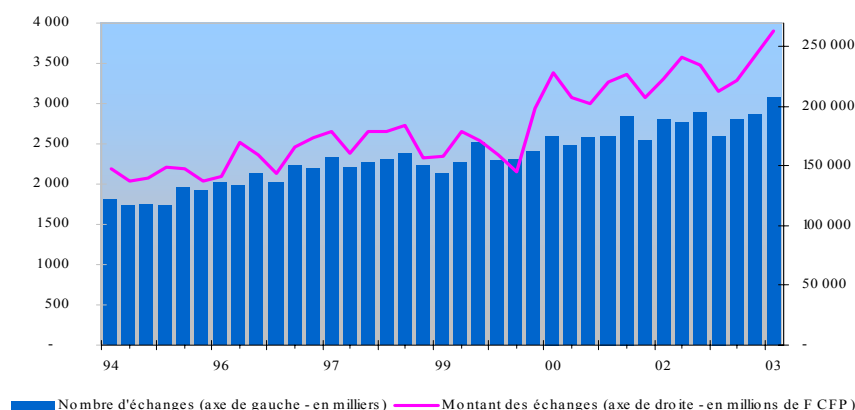
BILLETS	Au 31/12/02	Au 30/09/2003	Au 31/12/2003	Variations trimestrielles	Variations annuelles
10 000 F CFP	677 891	598 948	660 438	10,3%	-2,6%
5 000 F CFP	595 233	487 091	632 542	29,9%	6,3%
1 000 F CFP	2 117 709	2 149 481	2 386 397	11,0%	12,7%
500 F CFP	1 083 815	1 093 444	1 126 645	3,0%	4,0%
Nombre total	4 474 648	4 328 964	4 806 022	11,0%	7,4%
Valeur totale	12 414 691 500	11 121 138 000	12 716 809 500	14,3%	2,4%
PIECES					
100 F CFP	8 262 005	8 300 262	8 592 776	3,5%	4,0%
50 F CFP	3 557 427	3 612 457	3 731 717	3,3%	4,9%
20 F CFP	9 401 693	9 592 065	9 863 328	2,8%	4,9%
10 F CFP	12 858 727	13 208 931	13 499 949	2,2%	5,0%
5 F CFP	14 358 437	14 885 659	15 204 509	2,1%	5,9%
2 F CFP	33 650 589	34 975 198	35 626 239	1,9%	5,9%
1 F CFP	47 495 594	48 766 816	49 486 856	1,5%	4,2%
0,5 F CFP	1 194 348	1 194 348	1 194 348	0,0%	0,0%
Nombre total	130 778 820	134 535 736	137 199 722	2,0%	4,9%
Valeur totale	1 507 879 111	1 528 322 341	1 575 488 553	3,1%	4,5%

3. Autres activités de l'IEOM

3.2 Les systèmes d'échanges

Les fêtes de fin d'année ont été propices à l'augmentation des opérations de compensation. Au quatrième trimestre 2003, l'IEOM a ainsi enregistré 3,1 millions de règlements pour un montant total de 263 milliards de F CFP (+7,4% en volume et +8,2% en valeur par rapport au troisième trimestre). Dans ce contexte, sur l'ensemble de l'année 2003, l'activité de compensation s'est inscrite en progression de 3,4% en volume et de 3,7% en valeur, l'IEOM ayant recensé 11,3 millions d'opérations pour un montant global de 941 milliards de F CFP.

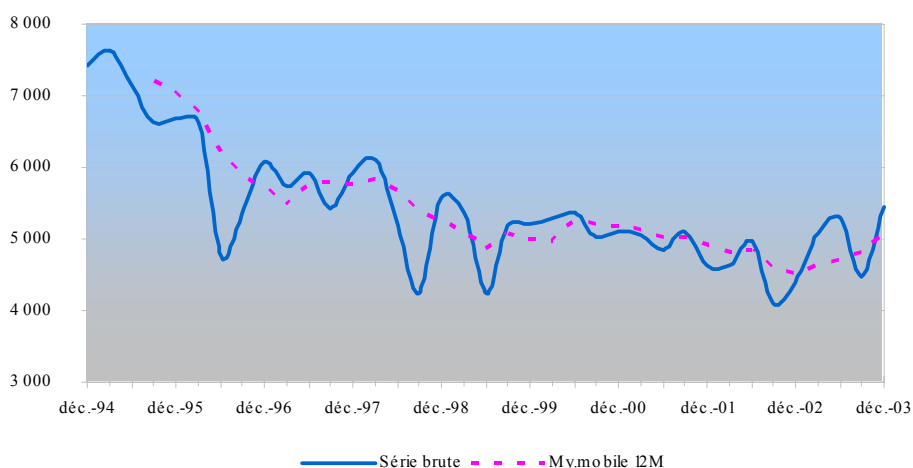
Compensation des échanges de valeurs



3.3 Le refinancement

Au 31 décembre 2003, le portefeuille des crédits mobilisés par les établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM était de 5,4 milliards de F CFP, en augmentation de 23,7 % par rapport au 31 décembre 2002 (4,4 milliards de F CFP). En rythme annuel, les mobilisations à court terme sont restées stables (+0,6 %) et celles à moyen terme ont affiché une croissance sensible de 125,3 %.

Mobilisation des crédits (en millions de F CFP)



INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : R. MICHEL
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 11 mars 2004
Dépôt légal : 11 mars 2004- N° ISSN 0296-3116